

LAC.G.T. SE SÉPARE DU SYNDICALISME...

Nous nous sommes faits la semaine dernière les interprètes de l'émotion qu'a suscité le caractère uniforme de la revendication de 25% de la C.G.T qui marque l'abandon de la préoccupation essentielle des syndicats: le soutien des couches les plus défavorisées des salariés.

C'était là en quelque sorte une manière d'apostolat. Il avait été toujours admis que les malchanceux, les déshérités, les sans métiers devaient être l'objet tant ils se trouvaient mal armés pour la lutte pour la vie et par conséquent, plus menacés plus exploités et aussi plus sujets à la démoralisation. Les syndicats attestaient ainsi un sens aigu de leur rôle, un haut souci de justice et de réparation envers ces éléments appelés dédaigneusement par les politiciens «ouvriers» le prolétariat.

Les militants anarchistes, il va de soi, ont fait un but essentiel de leur action de la défense de ces victimes de notre régime d'iniquités sociales. Et comment pourrait-il en être autrement. Ce but ne devrait-il pas être celui de tous ceux qui s'affirment être des révolutionnaires conséquents?

Issus généralement de familles très pauvres, soumis dès l'adolescence à la nécessité de gagner leur vie et d'aider leur famille par les moyens à leur portée, ces éléments sociaux n'ont pu consentir, pressés par le besoin, le sacrifice de quelques années d'apprentissage. Victimes de la société ils se voient leur vie durant pénalisés par la même société. Et maintenant l'oligarchie syndicalo-politique de la C.G.T. les pénalise à son tour et cela, pour des considérations de tactique électorale!

N'avons-nous pas raison de crier au scandale et de démasquer les oligarques qui s'affirment effrontément les défenseurs des travailleurs.

Mais ceux-ci plus pénétrés de l'esprit de justice sociale ne les suivront pas dans cette voie rétrograde. Professionnellement plus qualifiés par un sort plus doux, l'ensemble des travailleurs ont toujours manifesté à leurs frères défavorisés par la malchance une certaine solidarité, ce qui n'exclut pas l'existence d'une minorité pénétrée de l'esprit bourgeois qui, fière d'une qualification professionnelle due à un apprentissage plus ou moins long rendu possible par l'aisance familiale, leur faire montre d'un certain dédain. Minorité infime largement méprisée à son tour.

Ainsi, de par la volonté de l'oligarchie cégétiste, l'augmentation de 25% va se traduire par quelques dérisoires billets de cent francs de surcroît dévalués pour un trop grand nombre de salariés, alors que les gros traitements à coup sur suffisants, vont se trouver revalorisés dans de larges proportions. Curieuse conception du syndicalisme.

Les oligarques syndicaux depuis le temps lointain où ils ont abandonné l'atelier sans esprit de retour. on perdu les sombres réalités de la vie des exploites. Ils n'ont plus aucune idée du budget ouvrier. Comment pourraient-ils des lors concevoir le ridicule d'une augmentation de quelques billets de cent francs en une époque où les prix compétitionnent dans le sens d'une montée inexorable.

Sans doute ont-ils clamé leur volonté de voir les prix stabilisés et peu à peu orientés vers la baisse. Mais qui pourrait prendre au sérieux leurs déclamations, alors que déjà, ils ont reconnu la nécessité de relever certains prix, notamment les prix agricoles. Voudraient-ils nous faire croire que la hausse de ces prix se traduira en baisse pour les consommateurs? Et d'autres augmentations sont envisagées, il y a en premier lieu le charbon. Cela veut-il dire que le chauffage cet hiver sera moins coûteux et que les régies nationales du gaz et de l'électricité déjà en déficit de quelques 10 milliards vont baisser leur tarif et les transports, les loyers, le tabac, le pain, le lait et le vin. Autant d'augmentations estimées inévitables mais provisoirement retardées dans notre période pré-électorale.

Malgré la bouffonne opposition de Schuman et de Bidault, l'État va encaisser pour une large part le coup, mais jusqu'à quand? Jusqu'aux élections bien sûr.

Mais l'État n'envisage-t-il pas lui aussi quelques nouvelles aggravations des charges fiscales? L'annonce d'un déficit de 102 milliards a été suivie de la nouvelle d'une enquête sur les dépenses publiques. On sait ce que cela veut dire, le truc est même devenu classique. On raye théâtralement sur le papier quelques dépenses proclamées non indispensables, et puis on présente les nouvelles charges fiscales. Ainsi pense nos politiciens, le contribuable est-il dans l'état de grâce nécessaire pour avaler le coup de vis supplémentaire.

Voilà la sombre situation et les bénéficiaires des quelques billets de cent francs ne vont pas tarder à réaliser la gravité de la trahison de l'oligarchie syndicalo-politique. D'une façon générale les salariés vont se trouver dans une situation aggravée.

Mais les oligarques en ont cure, ils n'ont en tête que des soucis purement électoraux. Il convient bien mieux d'amadouer la gent des techniciens ainsi que les cadres ouvriers. De même au lendemain de l'obtention du droit de vote pour les femmes, ils ont bruyamment demandé l'égalité des salaires. Ce qu'il faut, c'est soutenir les petits copains politicards avec qui ils sont associés. Si ceux-ci subissent un échec sur le plan parlementaire et voient leur prestige diminuer, vite une manifestation de rue démontrera qu'il faut toujours compter avec eux et que l'on ne saurait les négliger pour le partage de l'assiette au beurre. Car il va sans dire, les oligarques syndicaux ont leur part sous forme de missions, demi-ambassades, fonctions, le tout largement rétribué par la princesse, dont la prodigalité permet les voyages en avion, les déplacements en Pullmann et les ballades en trains. Et ceci explique cela. Voilà la situation.
